



Le 9 octobre, ensemble à la conquête d'un autre avenir !

Nos salaires, pensions de retraite et minima sociaux stagnent et les dividendes versés aux actionnaires, multipliés par 5 en 30 ans, flambent !

En une décennie, les 10 plus riches fortunes françaises ont vu leur patrimoine quadrupler alors qu'il faut 6 générations à une famille pauvre pour atteindre le revenu moyen.

Les annonces gouvernementales et les contre-réformes successives ne font qu'amplifier le creusement de ces inégalités: une large majorité de la population juge injuste et inefficace la politique du gouvernement au service exclusif des intérêts patronaux.

La journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle du 9 octobre à l'appel de nos syndicats, est le moment pour toutes et tous, salarié-e-s, retraité-e-s, privé-e-s d'emplois, lycéen-ne-s et étudiant-e-s d'exprimer le refus de cette politique détruisant brique par brique notre modèle social. C'est aussi le moment de transformer les attentes en une expression forte des revendications ; du lieu de travail à la rue.

Il est urgent de revendiquer :

- une augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux pour gagner du pouvoir d'achat ;
- la réalisation concrète de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes;
- un service public de proximité pour toutes et tous qui mette fin aux inégalités territoriales et sociales ;
- l'arrêt des réformes régressives visant la casse des droits collectifs et les mécanismes de solidarité. Celles-ci favorisent l'émergence d'une logique de chacun pour soi inégalitaire où l'on ne reçoit qu'à la hauteur de ses moyens et non plus en fonction de ses besoins : remise en cause des conventions collectives et des statuts, réforme des assurances maladie et chômage, retraite ;
- le droit à la retraite à taux plein pour tous les salariés, dès l'âge de 60 ans et en deçà pour les travaux pénibles ;
- l'égalité d'accès à l'éducation et à la formation pour faciliter l'insertion des jeunes dans la vie active et la fin d'une logique de sélection aveugle du plus jeune âge jusqu'à l'université via Parcoursup ;
- une vraie politique d'investissement ciblée notamment sur les enjeux environnementaux qui assure l'avenir des générations futures.

Dans chaque entreprise, administration, sur les lieux d'études, dans les lieux de vie, ensemble le 9 octobre, il est grand temps de nous faire entendre pour que le progrès social soit au rendez-vous !

Manifestations: 14h place A.BERNARD à Toulouse

11 h place Jean Jaurès à St Gaudens

CHANGER LE TRAVAIL ÊTRE RECONNU EXERCER SON DROIT A LA DECONNEXION

08/10/2018

Le numérique ? Oui ! Mais autrement...

Le travail s'intensifie et s'organise sous une forme de taylorisme connecté. Les progrès technologiques génèrent d'importants gains de productivité mais ils soulèvent la question de leur redistribution en faveur de celles et ceux qui créent les richesses.

LES INGÉS CADRES TECHS VEULENT :

- **maîtriser le temps de travail** avec un suivi des charges de travail pour prévenir le *burn-out* ;
- instaurer un vrai **droit à la déconnexion** pour empêcher l'intrusion de la vie professionnelle dans les temps personnels ;
- **encadrer les forfaits jours** pour qu'ils ne mènent pas à des situations abusives et du travail « gratuit » ;
- **construire le numérique autrement** pour qu'il soit synonyme de réels progrès sur le plan humain, économique, social, et environnemental, et non un facteur de détérioration des conditions de vie et de travail (voir les propositions sur le site lenumeriqueautrement.fr).

3 CADRES SUR 4
ET LA MOITIÉ DES
TECHS UTILISENT LES
OUTILS NUMÉRIQUES
PRO SUR LEUR TEMPS
PERSO.



75% DES CADRES
DISENT NE PAS
ÊTRE ASSOCIÉS
AUX CHOIX
STRATÉGIQUES, ET 55 % D'ENTRE EUX
TROUVENT QUE LES CHOIX ET
PRATIQUES DE LEUR ENTREPRISE
ENTRENT RÉGULIÈREMENT EN
CONTRADICTION AVEC LEUR ÉTHIQUE
PROFESSIONNELLE.

Une vraie reconnaissance dans le travail

De plus en plus de voix s'élèvent au sein de l'encadrement, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, face aux stratégies et aux décisions qui portent atteinte à l'éthique professionnelle et aux conditions de vie et de travail.

Notre professionnalisme, c'est de vouloir exercer pleinement nos métiers et nos responsabilités. Mais ça n'est possible qu'à condition que nous puissions prendre notre place dans la construction des orientations et des décisions, en fondant nos actions sur notre sens du travail et l'intérêt général.

LES INGÉS CADRES TECHS VEULENT :

- **un statut de l'encadrement** qui reconnaisse l'expertise et la technicité, relégitime son rôle au sein du collectif de travail et tire les grilles de salaires vers le haut ;
- **un droit d'alerte, de refus et de proposition alternative** en cas de directives contraires à l'éthique, sur la base d'un statut de lanceur d'alerte renforcé et adossé aux instances représentatives du personnel ;
- passer d'un management prescriptif et standardisé, fondé sur le contrôle, à **un management orienté vers l'autonomie**, le renforcement du soutien au collectif de travail et le partage d'expériences et d'informations

L'ENCADREMENT AU SENS LARGE

Des négociations sur la « notion d'encadrement » devaient se tenir suite à la suppression de la caisse de retraite complémentaire des cadres (AGIRC). Face à l'unité syndicale, le Medef a bloqué toute discussion.

Pour les ingés cadres et techs, l'enjeu de cette négociation est d'obtenir des droits et des moyens propres à leur place et leur rôle dans l'organisation du travail.

La définition de l'encadrement est importante : soit les droits liés seront valables de manière nationale, soit ils seront à géométrie variable, entreprise par entreprise.

Or le Medef ne veut pas de cette définition, ni de garanties collectives interprofessionnelles, et il refuse de dialoguer sur le fond.

À nous de nous imposer.